

CANADA

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

NO : R-3568-2005

HYDRO-QUÉBEC, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la *Loi sur Hydro-Québec* (L.R.Q., c. H-5) ayant son siège social au 75, boul. René-Lévesque Ouest, dans les cité et district de Montréal, province de Québec, H2Z 1A4,

Demanderesse

DEMANDE D'APPROBATION D'UNE ENTENTE GLOBALE CADRE

[Article 74.2 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (L.R.Q., c. R-6.01) et article 1 du Règlement sur les conditions et les cas où la conclusion d'un contrat d'approvisionnement par le distributeur d'électricité requiert l'approbation de la Régie de l'énergie (2002) 134 G.O. 11, 8151]

AU SOUTIEN DE SA DEMANDE, LA DEMANDERESSE SOUMET RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

1. Hydro-Québec est une entreprise dont certaines des activités, notamment celles relatives à la distribution d'électricité, sont assujetties à la compétence de la Régie de l'énergie (la Régie), dans la mesure prévue à la *Loi sur la Régie de l'énergie* (la Loi);
2. Hydro-Québec, dans ses activités de distribution d'électricité (ci-après le Distributeur), est tenue de distribuer l'électricité à toute personne qui le demande dans le territoire où s'exerce son droit exclusif de distribution (art. 76 de la Loi);

3. Afin de satisfaire les besoins en électricité des marchés québécois, le Distributeur doit préparer et soumettre à l'approbation de la Régie, suivant la forme, la teneur et la périodicité fixées par règlement de celle-ci, un plan d'approvisionnement décrivant les caractéristiques des contrats qu'il entend conclure (art. 72 de la Loi);
4. Pour les besoins des marchés québécois qui excèdent le volume d'électricité patrimoniale de 165 térawattheures, le Distributeur doit procéder par appel d'offres ou par le biais de la dispense de recourir à l'appel d'offres pour des contrats de court terme d'une durée de moins de trois (3) mois, telle qu'autorisée par la Régie dans sa décision D-2004-245;
5. Une partie des besoins du Distributeur résultant entre autres d'aléas climatiques, d'indisponibilités momentanées des fournisseurs ou de l'inadéquation entre le profil de l'électricité patrimoniale et le profil de la demande, ne peuvent être comblés via les marchés de court terme d'où la présente demande de dispense et d'approbation d'une entente globale cadre pour de multiples approvisionnements auprès d'Hydro-Québec dans ses activités de production;
6. *Le Règlement sur les conditions et les cas où la conclusion d'un contrat d'approvisionnement par le distributeur d'électricité requiert l'approbation de la Régie de l'énergie (ci-après le Règlement), prévoit à son article 3 ce qui suit :*

3. *Le distributeur d'électricité doit obtenir l'approbation de la Régie avant de conclure avec un fournisseur toute entente globale cadre pour de multiples approvisionnements en électricité faisant l'objet d'une dispense d'appel d'offres accordée par la Régie en vertu de la Loi sur la Régie de l'énergie.*

Une demande d'approbation est présentée à la Régie au moins 90 jours avant la date d'entrée en vigueur de l'entente, à moins de circonstances particulières démontrées par le distributeur d'électricité à la Régie.

La demande doit être accompagnée de l'entente et des informations suivantes :

1° une description et une prévision des besoins spécifiques visés par l'entente;

2° la démonstration que les caractéristiques de l'entente approuvées dans le plan d'approvisionnement sont respectées;

3° selon le cas, les prix des transactions ou une description de la méthode retenue pour déterminer les prix des transactions;

4° la démonstration que l'entente est conforme aux conditions de la dispense accordée par la Régie.

7. Tel qu'annoncé notamment aux dossiers de la Régie R-3470-2001 et R-3550-2004, le Distributeur a entrepris des démarches avec Hydro-Québec dans ses activités de production (ci-après le Producteur) afin de conclure une entente globale cadre pour de multiples approvisionnements (ci-après entente cadre);
8. Le 15 février 2005, le Distributeur et le Producteur ont conclu une entente cadre, tel qu'il appert à la pièce HQD-2, Document 1;
9. Pour les fins de l'approbation de cette entente cadre, les descriptions et démonstrations requises par le Règlement se retrouvent à la pièce HQD-1, Document 1;
10. En raison des circonstances particulières entourant la conclusion de cette entente cadre telle que décrite à la pièce HQD-1, Document 1, le Distributeur demande à la Régie de prononcer que cette entente est applicable pour la période débutant le 1^{er} janvier 2005 et se terminant le 31 décembre 2006, tel qu'il appert au paragraphe 3 de l'entente (HQD-2, Document 1);
11. La mise en place et le recours de l'entente cadre entraînent des coûts d'approvisionnement pour lesquels le Distributeur demande l'autorisation de créer un compte de frais reportés à compter du 1^{er} janvier 2005, portant intérêts au taux autorisé sur la base de tarification du Distributeur, afin d'y comptabiliser ces coûts d'approvisionnement en électricité, tel que décrit à la pièce HQD-1, Document 1;
12. La présente demande est bien fondée en faits et en droit.

POUR CES MOTIFS, PLAISE À LA RÉGIE :

ACCUEILLIR la présente demande;


APPROUVER l'entente cadre intervenue entre Hydro-Québec Distribution et Hydro-Québec Production produite comme pièce HQD-2, Document 1 et ce pour la période débutant le 1^{er} janvier 2005 et se terminant le 31 décembre 2006;

AUTORISER la création d'un compte de frais reportés, portant intérêts au taux autorisé sur la base de tarification du Distributeur, afin d'y comptabiliser à compter du 1^{er} janvier 2005 les coûts d'approvisionnement reliés à l'entente cadre susdite, dont les modalités de disposition seront précisées lors du prochain dossier tarifaire du Distributeur;

RÉSERVER au Distributeur le droit d'ajuster les conditions et modalités du compte de frais reportés afin de tenir compte de la décision à venir dans le dossier R-3567-2005 de la Régie de l'énergie;

DISPENSER le Distributeur, conformément à l'article 74.1 *in fine* de la Loi et à la décision D-2002-169, de recourir à la procédure d'appel d'offres pour les approvisionnements visés par l'entente cadre.

Montréal, le 15 avril 2005


Affaires juridiques
HYDRO-QUÉBEC
(Yves Fréchette)

AFFIRMATION SOLENNELLE

Je, soussigné, DANIEL RICHARD, directeur Approvisionnement en électricité, pour la demanderesse Hydro-Québec, au 75, boul. René-Lévesque Ouest, 22^e étage, en la ville de Montréal, province de Québec, affirme solennellement ce qui suit :

1. La présente demande d'approbation d'une entente globale cadre a été préparée sous ma supervision et mon contrôle;
2. J'ai une connaissance personnelle des faits allégués dans la présente demande;
3. Tous les faits allégués dans la présente demande sont vrais.

Et j'ai signé à Montréal, ce 15^e jour d'avril 2005


Daniel Richard

Déclaré solennellement devant moi à Montréal,
ce 15^e jour d'avril 2005


Commissaire à l'assermentation
pour le district de Montréal

